

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 24 février 2021

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades Inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS) et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

L'auditeur indépendant et les auditeurs internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport figure ci-après.

/s/ Mario Plourde
MARIO PLOURDE

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
KINGSEY FALLS, CANADA

/s/ Allan Hogg
ALLAN HOGG

LE VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
FINANCIÈRE, KINGSEY FALLS, CANADA

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les bilans consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019;
- les résultats consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates; et
- les notes afférentes aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* consolidés de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble ainsi qu'aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
Test de baisse de valeur des immobilisations corporelles <i>Renvoi à la note 2, Principales conventions comptables, à la note 4, Principales estimations comptables et jugement et à la note 26, Baisse de valeur et frais de restructuration des états financiers consolidés.</i> La valeur comptable nette des immobilisations corporelles a totalisé 2 772 M\$ au 31 décembre 2020. Dès qu'il existe un quelconque indice que la valeur comptable des immobilisations corporelles pourrait ne pas être recouvrable, les immobilisations corporelles sont évaluées pour déterminer s'il existe une baisse de valeur. Une baisse de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est inférieure à la valeur comptable. Une UGT est le plus bas niveau d'un groupe identifiable d'actifs ou groupe d'actifs pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes. La valeur recouvrable correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La valeur recouvrable de chaque actif ou UGT est déterminée en utilisant la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du prix de marché s'il y a un marché ou selon l'approche basée sur les bénéfices. En cas de baisse de valeur, la valeur de l'actif ou de l'UGT est réduite à la valeur recouvrable. Selon l'approche du prix de marché, pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT, la direction utilise la valeur d'actifs comparables sur le marché. Selon l'approche basée sur les bénéfices, la direction utilise plusieurs hypothèses importantes, notamment les estimations des expéditions, des taux de change, des taux de croissance des ventes, des marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement, de taux d'actualisation et des dépenses en capital. Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison du jugement inhérent exercé par la direction dans la détermination des valeurs recouvrables des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquelles un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment par le recours à des hypothèses importantes. Cela a entraîné un degré élevé de subjectivité et de complexité dans l'application des procédures d'audit utilisées pour tester les valeurs recouvrables des actifs ou des UGT déterminées par la direction. Des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation nous ont prêté assistance dans la mise en œuvre de nos procédures.	Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes : • Tester la façon dont la direction a déterminé la valeur recouvrable des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquelles un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment : ◦ tester le caractère approprié des méthodes utilisées pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente et vérifier l'exactitude arithmétique des calculs; ◦ tester les données sous-jacentes utilisées pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente; ◦ tester le caractère raisonnable des hypothèses liées aux expéditions, taux de change, taux de croissance des ventes, marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement et achats en immobilisations corporelles, en prenant en considération i) le budget approuvé par le conseil d'administration, ii) les performances actuelles et passées des UGT, iii) les données externes du marché et du secteur et iv) la question de savoir si ces hypothèses sont basées sur des éléments probants obtenus dans d'autres secteurs de l'audit; ◦ tester, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, le caractère raisonnable des taux d'actualisation utilisés par la direction en fonction des données disponibles sur des sociétés comparables, ainsi que le caractère raisonnable des actifs comparables utilisés dans l'approche du prix de marché.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Jean-François Lecours.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, (Québec)
Le 24 février 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A126402

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 décembre 2020	31 décembre 2019
			Ajusté, Note 5
Actifs			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27	384	155
Comptes débiteurs	6	659	610
Impôts débiteurs		23	32
Stocks	7	569	598
Partie à court terme des actifs financiers	16	5	10
		1 640	1 405
Actifs à long terme			
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	82	80
Immobilisations corporelles	9 et 14	2 772	2 770
Actifs incorporels à durée de vie limitée	10	160	182
Actifs financiers	16	16	16
Autres actifs	11	50	55
Actifs d'impôt différé	19	170	153
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	10	522	527
		5 412	5 188
Passifs et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Emprunts et avances bancaires	27	12	11
Comptes créditeurs et charges à payer	12	861	792
Impôts créditeurs		17	17
Partie à court terme de la dette à long terme	13 et 27	102	85
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	15	14	5
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	16 et 17	25	137
		1 031	1 047
Passifs à long terme			
Dette à long terme	13 et 27	1 949	2 022
Provisions pour éventualités et charges	15	57	49
Passifs financiers	16	6	5
Autres passifs	17	202	198
Passifs d'impôt différé	19	210	198
		3 455	3 519
Capitaux propres			
Capital-actions	20	622	491
Surplus d'apport	21	13	15
Bénéfices non répartis		1 146	1 003
Cumul des autres éléments du résultat global	22	(28)	(17)
Capitaux propres des actionnaires		1 753	1 492
Part des actionnaires sans contrôle	8	204	177
Capitaux propres totaux		1 957	1 669
		5 412	5 188

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

Approuvé par le conseil d'administration

/s/ Alain Lemaire

Alain Lemaire - DIRECTEUR

/s/ Michelle Cormier

Michelle Cormier - DIRECTRICE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)		NOTE	2020	2019
				Ajusté, Note 5
Ventes			5 157	4 996
Coût des produits vendus et charges				
Coût des produits vendus (incluant l'amortissement de 299 M\$ (2019 — 289 M\$))	14 et 23		4 321	4 232
Frais de vente et d'administration	23		460	453
Gain sur acquisitions, cessions et autres	5 et 25		(43)	(24)
Baisse de valeur et frais de restructuration	26		52	78
Gain de change			—	(2)
Perte (gain) sur instruments financiers dérivés	16		1	(2)
			4 791	4 735
Bénéfice d'exploitation			366	261
Frais de financement	14 et 27		105	101
Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	27		(7)	42
Perte sur le rachat de dette à long terme	13		6	14
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers			(6)	(6)
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	8		3	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8		(14)	(9)
Bénéfice avant impôts sur les résultats			279	119
Charge d'impôts sur les résultats	19		45	19
Bénéfice net pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle			234	100
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8		36	28
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires			198	72
Bénéfice net par action ordinaire				
De base			2,04 \$	0,77 \$
Dilué			2,02 \$	0,75 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation			95 924 835	93 987 980
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées			97 061 136	95 515 822

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Bénéfice net incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		234	100
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats			
Écarts de conversion	22		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		(7)	(75)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		3	45
Couverture de flux de trésorerie	22		
Variation de la juste valeur des contrats de change à terme		—	1
Variation de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt		—	(1)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		2	(2)
Recouvrement (provision) d'impôts sur les résultats		(2)	1
		(4)	(31)
Éléments qui ne sont pas reclassés aux résultats			
Perte actuarielle sur avantages du personnel	18	(22)	(3)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	19	6	1
		(16)	(2)
Autres éléments du résultat global		(20)	(33)
Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		214	67
Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		43	14
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires		171	53

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde à la fin de l'exercice précédent, tel que divulgué		491	15	1 000	(17)	1 489	177	1 666
Regroupement d'entreprises	5	—	—	3	—	3	—	3
Solde ajusté - au début de l'exercice		491	15	1 003	(17)	1 492	177	1 669
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	198	—	198	36	234
Autres éléments du résultat global		—	—	(16)	(11)	(27)	7	(20)
Dividendes		—	—	182	(11)	171	43	214
Émission d'actions ordinaires sur appel public	20	125	—	(4)	—	(31)	(16)	(47)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	10	(3)	—	—	7	—	7
Rachat d'actions ordinaires	20	(4)	—	(4)	—	(8)	—	(8)
Solde à la fin de l'exercice		622	13	1 146	(28)	1 753	204	1 957

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

Ajusté, Note 5

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde ajusté - au début de l'exercice		490	16	989	2	1 497	180	1 677
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	72	—	72	28	100
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(19)	(19)	(14)	(33)
Dividendes		—	—	72	(19)	53	14	67
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	6	(1)	(23)	—	(23)	(17)	(40)
Rachat d'actions ordinaires	20	(5)	—	—	—	5	—	5
Cession d'une filiale		—	—	(4)	—	(9)	—	(9)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	—	—	—	(1)	(1)
		—	—	(31)	—	(31)	1	(30)
Solde à la fin de l'exercice		491	15	1 003	(17)	1 492	177	1 669

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)

	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Activités d'exploitation			
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		198	72
Ajustements pour :			
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	27	98	143
Perte sur le rachat de dette à long terme	13	6	14
Amortissement		299	289
Gain sur acquisitions, cessions et autres	5 et 25	(43)	(27)
Baisse de valeur et frais de restructuration	26	52	68
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés		1	(2)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(6)	(6)
Charge d'impôts sur les résultats	19	45	19
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	8	3	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(14)	(9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	36	28
Frais de financement nets payés		(79)	(133)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	13	(4)	(11)
Impôts payés nets		(9)	(27)
Dividendes reçus	8	10	9
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs	16 et 18	(26)	(26)
		567	401
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	27	20	59
		587	460
Activités d'investissement			
Cessions de participations dans des entreprises associées et des coentreprises	25	3	1
Paiements d'immobilisations corporelles		(250)	(258)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		55	27
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs		(13)	(8)
Trésorerie encaissée (payée) dans des regroupements d'entreprises	5	2	(311)
Produit de la cession d'une filiale, déduction faite de la trésorerie cédée	5	—	9
		(203)	(540)
Activités de financement			
Emprunts et avances bancaires	27	1	(5)
Évolution des crédits bancaires	13 et 27	(131)	39
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais afférents	13 et 27	409	1 026
Rachat de billets subordonnés non garantis	13 et 27	(264)	(776)
Augmentation des autres dettes à long terme		33	6
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives	13	(156)	(125)
Règlement sur instruments financiers dérivés	16	1	—
Émission d'actions ordinaires sur appel public, déduction faite des frais de transaction	20	120	—
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	7	5
Rachat d'actions ordinaires	20	(8)	(9)
Versement sur les autres passifs	17	(121)	—
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle	8	(16)	(17)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(31)	(23)
		(156)	121
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		228	41
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		1	(9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		155	123
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		384	155

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que ceux de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la Note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants : carton-caisse, carton plat Europe et produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société), et papiers tissu.

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	VENTES À									
	Canada		États-Unis		Italie		Autres pays		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits d'emballage										
Carton-caisse	1 130	1 079	787	746	—	—	1	2	1 918	1 827
Carton plat Europe	—	—	—	—	322	309	730	739	1 052	1 048
Produits spécialisés	165	136	305	304	—	2	3	50	473	492
Ventes intersecteurs	(13)	(13)	(5)	(1)	—	—	—	—	(18)	(14)
	1 282	1 202	1 087	1 049	322	311	734	791	3 425	3 353
Papiers tissu	278	257	1 336	1 242	—	—	1	10	1 615	1 509
Ventes intersecteurs et activités corporatives	115	124	2	10	—	—	—	—	117	134
	1 675	1 583	2 425	2 301	322	311	735	801	5 157	4 996

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Produits d'emballage		
Carton-caisse	436	443
Carton plat Europe	122	92
Produits spécialisés	58	52
	616	587
Papiers tissu	145	67
Activités corporatives	(96)	(104)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	665	550
Amortissement	(299)	(289)
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	(98)	(143)
Perte sur le rachat de dette à long terme	(6)	(14)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	6	6
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	(3)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	14	9
Bénéfice avant impôts sur les résultats	279	119

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS
CORPORELLES

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Produits d'emballage		
Carton-caisse	111	83
Carton plat Europe	41	56
Produits spécialisés	25	20
	177	159
Papiers tissu	104	110
Activités corporatives	26	48
Acquisitions totales	307	317
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(55)	(27)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts	(63)	(50)
	189	240
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer		
Début de l'exercice	46	37
Fin de l'exercice	(40)	(46)
Paievements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	195	231

ACTIFS TOTAUX

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		Ajusté, Note 5
Produits d'emballage		
Carton-caisse	2 196	2 152
Carton plat Europe	799	748
Produits spécialisés	283	270
	3 278	3 170
Papiers tissu	1 314	1 325
Activités corporatives	821	656
Éliminations intersectorielles	(88)	(47)
	5 325	5 104
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	82	80
Autres placements	5	4
	5 412	5 188

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit:

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		Ajusté, Note 5
Canada	945	924
États-Unis	1 463	1 492
Italie	200	192
Autres pays	164	162
	2 772	2 770

ÉCARTS D'ACQUISITION, LISTES ET
RELATIONS AVEC LES CLIENTS ET AUTRES
ACTIFS INCORPORELS À DURÉES DE VIE
LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Canada	375	394
États-Unis	275	285
Italie	29	27
Autres pays	3	3
	682	709

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et par option ainsi que le nombre d'actions ordinaires et d'options.)

NOTE 1

INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades Inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades Inc. est une société située au Québec, Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsey Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole "CAS".

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 24 février 2021.

NOTE 2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), tels qu'ils sont définis dans la Partie I du *Manuel de Comptables Professionnels Agréés Canada* (CPA Canada) – *Comptabilité*, qui intègre les IFRS publiées par l'*International Accounting Standards Board*. Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers consolidés sont présentées ci-après.

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui incluent :

A. FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs contractés ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé dans l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Greenpac Holding LLC ¹	79,90	Delaware
Reno de Medici S.p.A. (RDM)	57,60	Italie

¹ À des fins comptables, le pourcentage est de 86,35 % incluant la participation indirecte. Voir la Note 8 pour plus de détails.

B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations dans les filiales qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

À la fin de chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés.

D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

E. ENTITÉS STRUCTURÉES

Les entités structurées sont des entités contrôlées par la Société qui ont été conçues de manière à ce que les droits de vote ou les droits similaires ne soient pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité. Les entités structurées sont consolidées si, sur la base d'une évaluation de la substance de sa relation avec la Société, la Société conclut qu'elle contrôle l'entité structurée. Les entités structurées contrôlées par la Société ont été constituées selon des conditions qui imposent des limitations strictes aux pouvoirs de décision de la direction des entités structurées et qui permettent à la Société de recevoir la majorité des avantages liés aux opérations et à l'actif net des entités structurées, étant exposés à la majorité des risques liés aux activités des entités structurées, et conservant la majorité des risques résiduels ou de propriété liés aux entités structurées ou à leurs actifs.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits de la Société proviennent principalement de la vente de produits d'emballage et de papiers tissu et sont reconnus à un moment précis. Les ventes de biens dans l'état consolidé des résultats sont comptabilisées par la Société lorsque le contrôle de ceux-ci a été transféré, soit lorsque les marchandises sont livrées aux clients et que toutes les obligations sont remplies.

Les montants comptabilisés à l'égard des ventes de biens représentent la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir de tiers sur la vente de biens à des clients, nets des retours, rabais et escomptes, et pour lesquels il n'y a pas de conditions, autres que le passage du temps, pour que leur paiement soit exigible. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et retours (méthode de la valeur attendue) alors que les rabais-volume sont estimés en fonction des ventes annuelles prévues (méthode du montant le plus probable). Le prix de transaction n'est pas ajusté pour tenir compte de la valeur temps de l'argent puisque toutes les ventes sont encaissées à l'intérieur d'une période de douze mois.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

CLASSEMENT

Lors de la comptabilisation initiale, la Société détermine le classement des instruments financiers selon les catégories suivantes :

- instruments évalués au coût amorti;
- instruments évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG);
- instruments évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Le classement des instruments financiers sous IFRS 9 est fonction du modèle économique dans lequel l'actif financier est géré et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels. Les instruments financiers dérivés incorporés dans un contrat qui constitue un actif entrant dans le champ d'application de la norme ne sont jamais séparés. L'instrument financier hybride est plutôt évalué dans son ensemble.

Un actif financier est mesuré au coût amorti s'il répond aux deux conditions suivantes et qu'il n'est pas désigné à la JVRN :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les placements en actions détenus à des fins de transactions sont classés comme étant à la JVRN. La Société peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur. Ce choix est effectué pour chacun des placements pris individuellement.

Les passifs financiers sont évalués au coût amorti, à moins qu'ils ne doivent être évalués à la JVRN (comme les dérivés) ou que la Société ait choisi de les évaluer à la JVRN.

ÉVALUATION

Instruments financiers au coût amorti

Les instruments financiers au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Les revenus d'intérêts, les gains ou pertes de change et les baisses de valeur sont reconnus à l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers à la juste valeur

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et les frais de transaction sont passés en charges dans l'état consolidé des résultats. Lorsque la Société choisit de comptabiliser un passif financier à la JVRN, les variations liées au risque de crédit propre à la Société sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats.

BAISSE DE VALEUR

La Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues liées aux instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti ou à la JVAERG. La méthode de dépréciation appliquée varie selon qu'il existe ou non une augmentation importante du risque de crédit. Pour les comptes débiteurs, la Société évalue les pertes de crédit attendues au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie tel que permis par IFRS 9 en vertu de la méthode simplifiée.

DÉCOMPTABILISATION

Actifs financiers

La Société décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie des actifs financiers arrivent à expiration, ou lorsqu'elle transfère les droits contractuels sur les flux de trésorerie.

Passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier uniquement lorsque ce passif est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, qu'elle est annulée ou qu'elle expire. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint et la contrepartie payée ou payable, y compris les actifs hors trésorerie transférés et les passifs assumés, est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur);
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

A. COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La variation périodique de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en résultat net. La variation périodique du gain ou de la perte cumulé sur l'élément couvert est comptabilisée comme un ajustement de sa valeur comptable au bilan et est également comptabilisée en résultat net. L'inefficacité de la couverture est automatiquement comptabilisée au résultat net comme étant la différence entre les montants ci-dessus enregistrés dans le résultat net. Les gains et les pertes réalisés sur l'élément de couverture, résultant de la différence entre les paiements d'intérêts sur la tranche reçue et la tranche payée de l'instrument dérivé de couverture, sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice en tant que revenu ou charge d'intérêt.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode de l'intérêt effectif est utilisée sera amorti en résultat net jusqu'à l'échéance en utilisant un taux d'intérêt effectif révisé.

B. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global consolidé. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont convertis en profits ou pertes contre le gain (perte) sur l'élément couvert lorsque celui-ci est réalisé (par exemple, lorsque la vente sur l'élément couvert a lieu).

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats consolidés. Lorsqu'il est établi qu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie. Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global consolidé. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

La Société utilise également des swaps inter-devises et des contrats à terme pour gérer le risque de fluctuation des devises associé aux flux de trésorerie prévus en devises étrangères. Ces swaps inter-devises sont désignés en couverture de change de son investissement net dans ses activités à l'étranger. La partie des gains et des pertes découlant de la conversion des dérivés qui sont considérés comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, en contrepartie des gains et des pertes découlant de la conversion de l'investissement net de la Société dans ses activités à l'étranger.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût, établi en fonction du coût moyen de fabrication, et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières ainsi que les fournitures de production et pièces de rechange sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, ce dernier étant la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières, des fournitures de production et pièces de rechange est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, y compris les frais d'intérêts capitalisés engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles, diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés dans l'état des résultats consolidés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont engagés. Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Bâtiments	Entre 10 et 33 ans
Matériel et outillage	Entre 3 et 30 ans
Matériel roulant	Entre 5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Entre 3 et 10 ans
Actifs au droit d'utilisation	Terme du bail

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôts à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent. Les subventions liées à toutes autres activités opérationnelles et/ou à des circonstances économiques sont comptabilisées en réduction des coûts auxquels elles se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées. Les coûts d'emprunt capitalisés à l'acquisition importante, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont financés par des sources non directement attribuables, sont calculés en utilisant le taux d'intérêt actuel, si pas disponible le taux d'emprunt à long terme de Cascades. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés des listes et relations avec les clients, des logiciels d'application. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel (PGI)	7 ans
Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 20 ans
Autres actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente, car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude.

BAISSE DE VALEUR

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque date de clôture de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable, comme elle est définie à la section C ci-dessous. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT). S'il existe un indice qu'un actif individuel ait pu subir une baisse de valeur, la valeur recouvrable de cet actif individuel doit être estimée.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés à titre de « Baisse de valeur et frais de restructuration ». Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste « Baisse de valeur et frais de restructuration ».

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition ne font pas l'objet de reprise.

C. VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur recouvrable de chaque actif ou d'une UGT, la Société utilise la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du marché s'il existe un marché pour l'actif ou d'une UGT ou l'approche basée sur les bénéfices.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement engagés. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (après déduction des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont comptabilisés comme des frais de financement reportés au bilan consolidé dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

CONTRATS DE LOCATION

La Société enregistre, au bilan consolidé, une obligation locative et un actif au titre du droit d'utilisation correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible. Par la suite, les paiements de location sont répartis entre le passif et le coût financier. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative est égale à la valeur actuelle nette des paiements locatifs actualisés en utilisant le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou le taux d'emprunt marginal de la Société, déterminé pour chaque contrat de location.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués au coût, ce qui comprend le montant de l'obligation locative initiale, les paiements de location versés avant ou à la date de prise d'effet du contrat de location, déduction faite des avantages incitatifs à la location, des coûts directs initiaux et des coûts de restauration.

La Société utilise l'exemption relative aux contrats pour des actifs de faible valeur ainsi que l'exemption relative aux contrats de location à court terme pour toutes les catégories d'actifs, sauf celle des bâtiments.

La Société n'applique pas *IFRS 16* pour les contrats de location d'actifs incorporels.

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites judiciaires et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement dans l'état des résultats consolidés.

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts survient. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation du passif. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration entraînés par des exploitations passées sont générés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une majoration en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi, tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de l'exercice considéré, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mise à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêt jusqu'à la fin de la période.

De plus, lorsqu'un actif est comptabilisé au bilan pour un régime de retraite donné, sa valeur comptable ne peut dépasser l'avantage économique futur que la Société peut s'attendre à tirer de cet actif. L'avantage économique futur inclut la suspension des cotisations si les dispositions du régime le permettent sous condition des exigences minimales de capitalisation. Lorsqu'il existe une exigence minimale de capitalisation, ceci peut augmenter le passif comptabilisé au bilan. Toutes les cotisations spéciales légalement requises pour financer les déficits d'un régime ont été considérées. Pour les régimes dont un rapport actuariel de financement est requis au 31 décembre 2020, un calendrier attendu des cotisations d'équilibre a été estimé afin d'établir l'exigence minimale de capitalisation. Pour les autres régimes, nous avons utilisé les cotisations d'équilibre présentées aux plus récents rapports actuariels de financement déposés.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global consolidé et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage dans l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans l'état des résultats consolidés.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2020, 92 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2019 (23 % en 2018).

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés en fonction de la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est comptabilisée comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Amendement à IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à *IFRS 16 Contrats de location*, dans le but de fournir un allègement pratique aux locataires dans la comptabilisation des concessions locatives résultant de la pandémie de la COVID-19. L'amendement introduit une option pratique facultative permettant aux locataires de ne pas comptabiliser les concessions locatives comme des modifications de bail si elles sont une conséquence directe de la pandémie de la COVID-19 et remplissent certaines conditions.

Cet amendement à *IFRS 16* a été adopté à compter du 1^{er} avril 2020. La Société n'était pas en mesure d'appliquer l'une des options pratiques aux contrats existants.

B. NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

Réforme du LIBOR avec amendement à IFRS 9, IAS 29, IFRS 7 et IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié la réforme du taux d'intérêt de référence - Phase 2, qui modifie *IFRS 9 Instruments financiers*, *IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, *IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir* et *IFRS 16 Contrats de location*. Les amendements complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les effets dans les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence à la suite de la réforme. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 pour la Société. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche du résultat, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance, les marges du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 26 aux états financiers consolidés)

REVENUS, MARGES BÉNÉFICIAIRES D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement (BEAA) et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour les périodes prévisionnelles subséquentes. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

E. JUSTE VALEUR DU REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

La Société fait un certain nombre d'estimations lorsqu'elle répartit les justes valeurs aux actifs et passifs acquis lors d'une acquisition d'entreprises. Les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation qui tiennent compte de plusieurs hypothèses telles que la production, le montant et le calendrier des revenus et dépenses, la croissance des revenus, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

JUGEMENTS IMPORTANTS UTILISÉS DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'EFFET DE LA PANDÉMIE

En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, la Société a revu les hypothèses relatives aux plans d'exploitation, à l'évaluation des immobilisations corporelles et aux comptes débiteurs. L'exercice n'a entraîné aucune perte de crédit attendue sur créances des comptes débiteurs. La Société continue de surveiller de près la situation liée à la COVID-19 : la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie à mesure qu'elle continue d'évoluer, ainsi que la chaîne d'approvisionnement, les prix du marché et la demande des clients. Ces facteurs peuvent avoir une incidence supplémentaire sur le plan d'exploitation de la Société, ses flux de trésorerie, sa capacité de lever des fonds et l'évaluation de ses actifs à long terme.

NOTE 5

A. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

2019

Orchids Paper Products

Le 13 septembre 2019, la Société a acquis les activités d'Orchids Paper Products Company (Orchids) pour une contrepartie totale de 307 M\$ qui consistait en 235 M\$ US (311 M\$) en espèces, moins un ajustement du prix d'achat de 2 M\$ US (2 M\$) et du règlement d'un passif net de 2 M\$ avec l'entité acquise avant la transaction. La Société a enregistré un gain sur acquisition d'entreprise à des conditions avantageuses de 25 M\$ avant les frais de transaction de 9 M\$.

Les actifs comprennent les activités de Barnwell en Caroline du Sud et de Pryor en Oklahoma (usines des papiers tissu). Dans le cadre de la transaction, la Société a acquis la totalité des parts en circulation de OPP Acquisition Mexico S. de R.L. de C.V., désignées comme actifs détenus en vue de la vente à la date d'acquisition, qui ont été revendues le même jour pour 14 M\$ US (19 M\$).

Cette transaction offre à notre secteur des papiers tissu d'intéressantes possibilités d'optimisation tout en renforçant la base opérationnelle des activités liées aux produits de consommation de ce secteur aux États-Unis et en améliorant notre position géographique.

La juste valeur de 15 M\$ des comptes débiteurs est égale aux flux de trésorerie contractuels que l'on estimait pouvoir percevoir en totalité au moment de l'acquisition.

L'allocation du prix d'achat a été finalisée en 2020 et les ajustements ont été enregistrés rétroactivement à la date d'acquisition.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

	2019		
SECTEUR D'ACTIVITÉ :	Papiers tissu		
ENTITÉS ACQUISES :	Orchids Paper Products		
(en millions de dollars canadiens)	Allocation préliminaire ajustée au 31 décembre 2019	Ajustements	Allocation finale
Justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs assumés :			
Comptes débiteurs	14	1	15
Stocks	24	—	24
Actifs détenus en vue de la vente	19	—	19
Immobilisations corporelles	290	3	293
Autres actifs	1	—	1
Actifs totaux	348	4	352
Comptes créditeurs et charges à payer	(12)	—	(12)
Passifs d'impôt différé	(7)	(1)	(8)
Actifs nets acquis	329	3	332
Gain sur acquisition d'entreprise à des conditions avantageuses	(22)	(3)	(25)
	307	—	307
Contrepartie nette en espèces payée	311	—	311
Ajustement du prix d'achat (encaissé dans le premier trimestre de 2020)	(2)	—	(2)
Règlement de passif avec l'entité acquise avant la transaction	(2)	—	(2)
Contrepartie totale	307	—	307

B. CESSION

2019

Cascades Europe S.A.S.

Le 30 septembre 2019, la Société a vendu sa participation de 90 % dans Cascades Europe S.A.S. qui détient Cascades Rollpack, un convertisseur d'emballage en carton destiné à l'industrie du papier, pour une contrepartie totale de 10 M€ (15 M\$), incluant des espèces de 7 M€ (10 M\$), une dette à long terme assumée de 4 M€ (6 M\$) et une trésorerie cédée de 1 M€ (1 M\$). Une perte sur cession de 1 M\$ a été enregistrée.

Les actifs et les passifs au moment de la cession d'entreprises sont constitués des éléments suivants :

	2019	
SECTEUR D'ACTIVITÉ :	Produits spécialisés	
DISPOSITION D'ENTREPRISES :	Cascades Europe S.A.S.	
(en millions de dollars canadiens)		
Actifs et passifs cédés :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1
Comptes débiteurs		7
Stocks		9
Immobilisations corporelles		9
Actifs totaux		26
Comptes créditeurs et charges à payer		(8)
Dette à long terme		(6)
Actifs nets cédés		12
Part des actionnaires sans contrôle		(1)
Perte sur cession		(1)
Contrepartie totale reçue		10

NOTE 6

COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Comptes débiteurs		569	544
Comptes débiteurs provenant des parties liées	29	33	27
Moins : correction de valeur pour pertes attendues sur créances		(14)	(12)
Comptes débiteurs - nets		588	559
Autres		71	51
		659	610

En date du 31 décembre 2020, des comptes débiteurs de 147 M\$ (31 décembre 2019 — 131 M\$) étaient en souffrance.

Les mouvements de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances de la Société s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Solde au début de l'exercice	12	15
Correction de valeur pour pertes attendues sur créances	4	2
Créances radiées au cours de l'exercice	(2)	(4)
Écarts de conversion	—	(1)
Solde à la fin de l'exercice	14	12

La variation de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances a été incluse dans les « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnées ci-dessus.

NOTE 7

STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Produits finis	243	295
Matières premières	116	105
Fournitures de production et pièces de rechange	210	198
	569	598

Au 31 décembre 2020, les inventaires de produits finis, matières premières et fournitures de production et pièces de rechange ont été ajustés à leur valeur de réalisation nette (VRN) nécessitant une provision de 9 M\$, 2 M\$ et 14 M\$ respectivement (31 décembre 2019 — 8 M\$, 2 M\$ et 15 M\$).

En 2020 et en 2019, la Société n'a pas renversé d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks. Le coût de matières premières, fournitures de production et pièces de rechange inclus dans le « Coût des produits vendus » s'élevait à 1 754 M\$ (1 682 M\$ en 2019).

NOTE 8

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES SE DÉTAILLENT COMME SUIV :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Participations dans des entreprises associées	18	13
Participations dans des coentreprises	64	67
	82	80

B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La Société ne détient pas de participation significative dans des entreprises associées en 2020 et 2019.

C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle en détient :

	2020-2019 POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES (%)	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco US Inc. ¹	50	Birmingham, Alabama et Tacoma, Washington, États-Unis
Cascades Sonoco inc. ¹	50	Kingsey Falls et Berthierville, Québec, Canada
Maritime Paper Products Limited Partnership (MPPLP) ²	40	Dartmouth, Nouvelle-Écosse, Canada
Tencorr Holdings Corporation ³	33,33	Brampton, Ontario, Canada

¹ Ces coentreprises fabriquent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes et les rouleaux.

² MPPLP est une entreprise canadienne de transformation de carton-caisse.

³ Tencorr Holdings Corporation est un fournisseur de papier ondulé.

Voici les données (100 %) sur les principales coentreprises de la Société, converties en millions de dollars canadiens si nécessaire :

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	2	7	12
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	18	22	23	19
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	39	14	28	9
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	9	7	6	25
Passifs financiers à court terme	1	1	—	1
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	6	1	—	—
Résultats condensés				
Ventes	89	79	97	128
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	2	—	1
Bénéfice net	2	5	8	2
Résultat global				
Écarts de conversion	(1)	—	—	—
Résultat global total	1	5	8	2
Dividendes reçus des coentreprises	1	4	1	—

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	—	3	—
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	26	26	23	18
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	43	16	28	10
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	10	7	4	14
Passifs financiers à court terme	5	1	1	2
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	12	1	2	—
Résultats condensés				
Ventes	110	91	97	132
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	2	—	—
Bénéfice net	4	5	3	1
Résultat global				
Écarts de conversion	(2)	—	—	—
Résultat global total	2	5	3	1
Dividendes reçus des coentreprises	2	5	—	—

Il n'y a aucun engagement dans les coentreprises (nul en 2019).

D. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les données relatives aux filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

	2020		2019	
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	RENO DE MEDICI S.p.A.	GREENPAC HOLDING LLC	RENO DE MEDICI S.p.A.	GREENPAC HOLDING LLC
Principal lieu d'affaires	Milan, Italie	New York, États-Unis	Milan, Italie	New York, États-Unis
Pourcentage d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle (base comptable)	42,40 %	13,65 %	42,05 %	13,65 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	22	13	11	17
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice	153	47	125	48
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle	2	14	2	15
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98	28	59	36
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	292	127	295	105
Actifs financiers à court terme	—	3	—	3
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	412	520	397	569
Actifs financiers à long terme	—	8	—	11
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	246	60	246	37
Passifs financiers à court terme	33	11	39	9
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	77	1	72	—
Passifs financiers à long terme	80	126	94	167
Résultats condensés				
Ventes	1 052	438	1 048	438
Amortissement	48	39	47	38
Charge d'impôts sur les résultats	19	—	14	—
Bénéfice net	51	95	23	100
Flux de trésorerie condensés				
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	110	143	95	136
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(35)	(6)	(42)	(5)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(41)	(142)	(39)	(131)

En novembre 2019, la Société a exercé son option d'achat et a racheté la participation de 20,20 % de la CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec) dans Greenpac pour une contrepartie de 121 M\$. La contrepartie a été payée le 3 janvier 2020 et a été comptabilisée dans les autres passifs au 31 décembre 2019. Grâce à cette participation supplémentaire, la participation directe de la Société dans Greenpac est maintenant de 79,90 % comparativement à 59,70 %, tandis que la participation indirecte, par le biais de notre participation de 53 % dans Containerboard Partners (Ontario) Inc., est demeurée à 6,40 %. À des fins comptables, la participation de la CDPQ a été comptabilisée au passif en raison de l'option de vente qui lui est associée. Avec l'exercice de l'option d'achat, l'option de vente de la CDPQ devient nulle et la participation de 20,20 % est désormais traitée comme une transaction sur les capitaux propres à des fins comptables. L'effet combiné du rachat de la participation et de sa désignation dans les capitaux propres a fait passer la participation minoritaire à 13,65 % comparativement à 17,11 %.

E. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Entités associées non significatives	18	13
Coentreprises non significatives	13	18
	31	31

La quote-part des résultats dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Entités associées non significatives	3	—
Coentreprises non significatives	3	3
	6	3

La Société a reçu un montant de 4 M\$ en dividendes de ses entreprises associées et ses coentreprises au 31 décembre 2020 (31 décembre 2019 — 2 M\$).

La Société a comptabilisé une perte sur réévaluation à la juste valeur de placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise au 31 décembre 2020.

NOTE 9

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	ACTIFS AU DROIT D'UTILISATION (Note 14)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019								
Coût		175	950	3 445	115	333	123	5 141
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	401	2 002	74	124	35	2 636
Valeur comptable nette		175	549	1 443	41	209	88	2 505
Exercice terminé le 31 décembre 2019 (Ajusté, Note 5)								
Montant net au début		175	549	1 443	41	209	88	2 505
Ajouts		—	35	52	10	174	46	317
Cessions		—	(1)	(24)	(1)	(3)	(3)	(32)
Amortissement		—	(36)	(153)	(11)	(14)	(42)	(256)
Cession d'entreprise	5	—	(6)	(3)	—	—	—	(9)
Regroupement d'entreprises	5	—	—	312	—	—	—	312
Adoption de IFRS 16		—	—	—	—	—	87	87
Baisse de valeur	26	—	(8)	(38)	—	(5)	—	(51)
Autres		13	68	(23)	6	(75)	—	(11)
Écarts de conversion		(7)	(18)	(53)	(1)	(8)	(5)	(92)
Montant net à la fin		181	583	1 513	44	278	171	2 770
Au 31 décembre 2019 (Ajusté, Note 5)								
Coût		181	978	3 548	123	454	243	5 527
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	395	2 035	79	176	72	2 757
Valeur comptable nette		181	583	1 513	44	278	171	2 770
Exercice terminé le 31 décembre 2020								
Montant net au début		181	583	1 513	44	278	171	2 770
Ajouts		—	18	92	11	124	62	307
Cessions		—	(1)	(2)	—	(1)	(4)	(8)
Amortissement		—	(21)	(174)	(12)	(11)	(48)	(266)
Baisse de valeur	26	(2)	—	(25)	—	—	—	(27)
Autres		—	23	91	—	(114)	—	—
Écarts de conversion		3	(4)	(3)	1	(1)	—	(4)
Montant net à la fin		182	598	1 492	44	275	181	2 772
Au 31 décembre 2020								
Coût		184	1 006	3 624	131	393	285	5 623
Amortissement cumulé et baisse de valeur		2	408	2 132	87	118	104	2 851
Valeur comptable nette		182	598	1 492	44	275	181	2 772

Les autres immobilisations corporelles incluent des bâtiments ainsi que du matériel et de l'outillage en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 188 M\$ (203 M\$ au 31 décembre 2019) et des dépôts pour l'achat de matériel et d'outillage s'élevant à 15 M\$ (2 M\$ au 31 décembre 2019).

En 2020, 1 M\$ (3 M\$ en 2019) d'intérêts engagés sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 4,86 % en 2020 (5,56 % en 2019).

NOTE 10

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCART D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
Au 1^{er} janvier 2019								
Coût		158	218	34	410	551	7	558
Amortissement cumulé et baisse de valeur		65	105	32	202	3	—	3
Valeur comptable nette		93	113	2	208	548	7	555
Exercice terminé le 31 décembre 2019								
Montant net au début		93	113	2	208	548	7	555
Additions		8	—	2	10	—	—	—
Baisse de valeur	26	—	—	—	—	(14)	(1)	(15)
Amortissement		(19)	(13)	(1)	(33)	—	—	—
Écarts de conversion		(1)	(2)	—	(3)	(13)	—	(13)
Montant net à la fin		81	98	3	182	521	6	527
Au 31 décembre 2019								
Coût		165	216	36	417	538	7	545
Amortissement cumulé et baisse de valeur		84	118	33	235	17	1	18
Valeur comptable nette		81	98	3	182	521	6	527
Exercice terminé le 31 décembre 2020								
Montant net au début		81	98	3	182	521	6	527
Additions		10	—	—	10	—	—	—
Amortissement		(19)	(13)	(1)	(33)	—	—	—
Autres		—	—	1	1	—	(1)	(1)
Écarts de conversion		1	(1)	—	—	(4)	—	(4)
Montant net à la fin		73	84	3	160	517	5	522
Au 31 décembre 2020								
Coût		176	215	9	400	526	6	532
Amortissement cumulé et baisse de valeur		103	131	6	240	9	1	10
Valeur comptable nette		73	84	3	160	517	5	522

NOTE 11

AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Effets à recevoir à long terme		7	1
Autres placements		5	4
Autres actifs		25	23
Avantages du personnel	18	15	29
		52	57
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		(2)	(2)
		50	55

NOTE 12

COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Comptes créditeurs		593	589
Comptes à payer à des parties liées	29	8	4
Provisions pour rabais-volume		72	70
Frais courus		188	129
		861	792

Les mouvements de la provision pour rabais-volume de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Solde au début de l'exercice		70	50
Provision pour rabais volume		131	124
Regroupements d'entreprises	5	—	1
Paiements pour rabais-volume		(128)	(103)
Écarts de conversion		(1)	(2)
Solde à la fin de l'exercice		72	70

NOTE 13

DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ÉCHÉANCE	2020	2019
Crédit bancaire rotatif, nul au 31 décembre 2020 (31 décembre 2019 — 108 M\$ et 11 M\$ US)	13(d)	2023	—	123
Billets subordonnés non garantis de 200 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,75 % rachetés en 2020	13(a)	2023	—	260
Billets subordonnés non garantis de 175 M\$, portant intérêt au taux de 5,125 %	13(c)	2025	175	175
Billets subordonnés non garantis de 350 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,125 %	13(c)	2026	445	455
Billets subordonnés non garantis de 600 M\$ US (31 décembre 2019 - 300 M\$ US) (incluant une prime non amortie de 16 M\$), portant intérêt au taux de 5,375 %	13(a) (c)	2028	780	390
Emprunt à terme de 165 M\$ US, portant intérêt au taux de 2,25 % au 31 décembre 2020		2025	210	221
Obligations locatives de filiales	13(e)		167	153
Autres emprunts de filiales			39	39
Obligations locatives sans recours contre la Société	13(e)		35	35
Autres emprunts sans recours contre la Société	13(b)		217	272
			2 068	2 123
Moins : Frais de financement non amortis			17	16
Total de la dette à long terme			2 051	2 107
Moins :				
Partie à court terme des obligations locatives de filiales			36	28
Partie à court terme des autres emprunts de filiales			23	14
Partie à court terme des obligations locatives sans recours contre la Société			12	11
Partie à court terme des autres emprunts sans recours contre la Société			31	32
			102	85
			1 949	2 022

- a. Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et à un taux effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le produit d'émission a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020
Émission de la dette	396
Prime reçue sur l'émission de la dette	17
Frais liés à l'émission	(4)
Rachat des billets de 2023	(264)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(4)
Diminution du crédit bancaire rotatif et augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	141

- b. Le 11 décembre 2020, Greenpac a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender ses facilités de crédit. L'entente de crédit amendée procure toujours à Greenpac un crédit rotatif de 50 M\$ US alors que l'emprunt à terme est réduit, grâce au surplus d'encaisse et à l'utilisation du crédit rotatif, à 75 M\$ US, comparativement à 122 M\$ US au moment de la modification. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de l'entente de crédit amendée est repoussée jusqu'en décembre 2023 alors que les conditions financières demeurent essentiellement les mêmes.

- c. Le 26 novembre 2019, la Société a émis des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 175 M\$ échéant en 2025 et des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 350 M\$ US échéant en 2026 ainsi que des billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US échéant en 2028, totalisant 1 026 M\$, net de frais de financement de 13 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 400 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2022 pour une contrepartie de 405 M\$ US (533 M\$) et de 250 M\$ de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2021 pour une contrepartie de 254 M\$, incluant les primes de 5 M\$ US (7 M\$) et de 4 M\$. La Société a également radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Les produits d'émission ont été utilisés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2019
Émission de la dette	1 039
Frais reliés à l'émission de la dette	(13)
Rachat des billets de 2021 et 2022	(776)
Prime payée sur le refinancement de la dette	(11)
Diminution du crédit bancaire rotatif	239

- d. Le 31 mai 2019, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2023. Les conditions financières existantes sont demeurées inchangées.

Au 31 décembre 2020, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 798 M\$ (31 décembre 2019 — 785 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 246 M\$ (31 décembre 2019 — 230 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif.

- e. La Société a contracté des contrats de location pour diverses immobilisations corporelles. Les obligations locatives sont garanties, car les droits sur l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaillance. Pour plus de détails sur les paiements futurs, voir la Note 16.4 C.

NOTE 14

CONTRATS DE LOCATION

- a. Les bilans consolidés incluent, sur la ligne « Immobilisations corporelles », les montants suivants d'actifs au titre de droit d'utilisation liés à des contrats de location. Les montants de 2020 et 2019 sont des actifs au titre de droit d'utilisation selon la norme *IFRS 16* :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Bâtiments	129	109
Matériel et outillage	10	10
Matériel roulant	42	52
Valeur comptable nette	181	171

Les additions d'actifs au titre de droit d'utilisation durant l'exercice financier 2020 sont de 62 M\$ (2019 — 46 M\$).

- b. Les résultats consolidés incluent les montants suivants liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Amortissement des actifs au titre de droit d'utilisation (inclus sur la ligne « Coût des produits vendus »)		
Bâtiments	22	17
Matériel et outillage	3	2
Matériel roulant	23	23
	48	42
Frais de financement (inclus sur la ligne « Frais de financement »)	9	9

La charge liée aux contrats de location à court terme, aux contrats de location de faible valeur et aux paiements variables non inclus dans l'obligation locative est de 3 M\$ en 2020 (2019 — 3 M\$).

- c. Le total des sorties de fonds des contrats de location en 2020 a été de 56 M\$ (2019 — 51 M\$).
- d. Veuillez vous référer à la Note 16.4 C pour les paiements futurs en vertu des contrats de location.

NOTE 15

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRON- NEMENTALE	COÛTS ENVIRON- NEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Au 1^{er} janvier 2019	17	16	3	2	10	48
Provisions additionnelles	—	1	—	8	1	10
Paielements	—	(1)	(1)	(5)	(2)	(9)
Réévaluation	1	4	—	—	—	5
Désactualisation	1	—	—	—	—	1
Autres	—	—	—	1	(1)	—
Écarts de conversion	(1)	—	—	—	—	(1)
Au 31 décembre 2019	18	20	2	6	8	54
Provisions additionnelles	—	3	2	13	4	22
Paielements	—	(1)	(1)	(10)	(3)	(15)
Réévaluation	4	4	—	—	1	9
Désactualisation	1	—	—	—	—	1
Au 31 décembre 2020	23	26	3	9	10	71

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Long terme	57	49
Court terme	14	5
	71	54

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts qui devront être engagés à la restructuration de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2020, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Les deux autorités dirigent un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de Thunder Bay. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ce cas.

NOTE 16

INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives, se présentent comme suit :

		2020		2019	
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	21	21	22	22
Placements en actions		1	1	—	—
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	(8)	(8)	(3)	(3)
Autres passifs financiers au coût amorti					
Dettes à long terme		(2 051)	(2 137)	(2 107)	(2 159)
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		—	—	4	4
Passifs d'instruments financiers dérivés		(7)	(7)	(10)	(10)

16.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence à la date de mesure.

- La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires, des comptes créditeurs et charges à payer et des provisions se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance relativement courte de ces éléments.
- La juste valeur des placements en actions est basée sur des données observables sur le marché et est cotée à la Bourse de Toronto et est classée au niveau 1.
- La juste valeur des dettes à long terme et de certains autres passifs est établie en fonction de données observables sur le marché et du calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit et sont classés aux niveaux 1 et 3.
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture et sont classées au niveau 2. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture.

16.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2020 et 2019 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

- Niveau 1 - Consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.
- Niveau 2 - Consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, sur des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou sur d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.
- Niveau 3 - Consiste en une évaluation sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

2020

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Placements en actions	1	1	—	—
Actifs financiers dérivés	21	—	21	—
	22	1	21	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(15)	—	(15)	—
	(15)	—	(15)	—

2019

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Actifs financiers dérivés	26	—	26	—
	26	—	26	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(13)	—	(13)	—
	(13)	—	(13)	—

16.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le conseil d'administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

2020

(en millions de dollars canadiens)		ACTIFS			PASSIFS		
RISQUE	NOTE	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	16.4 A (i)	—	3	3	(8)	(5)	(13)
Risque de prix	16.4 A (ii)	5	13	18	—	—	—
Risque de taux d'intérêt	16.4 A (iii)	—	—	—	(1)	(1)	(2)
		5	16	21	(9)	(6)	(15)

2019

(en millions de dollars canadiens)		ACTIFS			PASSIFS		
RISQUE	NOTE	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	16.4 A (i)	5	—	5	(2)	(3)	(5)
Risque de prix	16.4 A (ii)	4	16	20	(3)	(1)	(4)
Risque de taux d'intérêt	16.4 A (iii)	1	—	1	(2)	(1)	(3)
Autre risque	16.4 A (iv)	—	—	—	(1)	—	(1)
		10	16	26	(8)	(5)	(13)

A. RISQUE DE MARCHÉ

i. Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et par le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir de 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les 12 prochains mois et de couvrir de 0 % à 75 % pour les vingt-quatre mois suivants. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » déduction faite des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou du gain (perte) de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert en question influe sur les résultats.

En 2020, environ 17 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis et 13 % des ventes provenant des activités européennes ont été réalisées dans des pays ayant une monnaie autre que l'euro.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2020 et 2019 :

				2020
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme et Couverture d'investissement net				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour vendre (€ contre \$ CAN)	1,6000	Décembre 2021	1 à 25 €	(1)
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	50 à 122 \$ US	3
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(6)
				(4)
Couverture d'investissement net				
Contrats à terme sur devises pour vendre (€ contre \$ CAN)	1,5273	Décembre 2021	145 €	(6)
Ventes et achats anticipés				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,2833	De 0 à 12 mois	42 \$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3350	De 0 à 12 mois	5 \$ US	—
Options sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,2710	De 0 à 12 mois	18.5 \$ US	—
				—
				(10)

	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme et Couverture d'investissement net				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour acheter (€ contre \$ CAN)	1,4740	Décembre 2020	4 à 49 €	1
Instruments avec options de change à vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	29 à 129 \$ US	—
Swap inter-devises (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(4)
				(3)
Couverture d'investissement net				
Swap inter-devises (\$ CAN contre €)	1,4740	Décembre 2020	145 €	3
Ventes et achats anticipées				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,1215	De 0 à 12 mois	— €	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3257	De 0 à 12 mois	30 à 53 \$ US	—
Options sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,0985	De 0 à 12 mois	2 à 3 €	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3375	De 13 à 36 mois	5 à 10 \$ US	—
				—
				—

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan consolidé. Les taux d'actualisation sont ajustés en fonction du risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2020, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été inférieur d'environ 3 M\$, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments classés comme fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été relativement stables.

En 2020, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport à l'euro et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'année aurait été approximativement inférieur de 1 M\$ à la suite de la conversion en dollars canadiens des activités européennes de la Société.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2020 et 2019. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et ne tient pas compte d'aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont les capitaux propres des actionnaires libellés en devises étrangères et le niveau de couverture aux 31 décembre 2020 et 2019, les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts :

(en millions de dollars canadiens)	2020			2019		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	83	83	—	71	71	—
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/euro	21	16	5	17	15	2

ii. Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, de la pâte commerciale, de l'électricité et du gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus d'énergie. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du « Coût des produits vendus » au même moment où l'élément couvert influe sur les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

			2020
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	1 470 923 mmBtu	De 2021 à 2025	—
			—

			2019
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Électricité	39 420 MW	2020	—
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	1 805 600 mmBtu	De 2020 à 2024	(2)
			(2)

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est un actif de 7 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 — 7 M\$). Greenpac a également conclu un contrat d'achat de vapeur qui comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur positive est de 11 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 — 13 M\$).

Les activités européennes de la Société ont conclu des contrats d'énergie désignés comme dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats, avec une juste valeur nulle en 2020 (2019 — une perte de 2 M\$).

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sous réserve de l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2020 et 2019. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2020 et 2019. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : Effet des variations de prix avant impôts :

	2020			2019		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
(en millions de dollars canadiens ¹)						
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	12	—	12	9	—	9
1 \$ US/mmBTU de variation dans le prix du gaz naturel	11	2	9	12	2	10
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,30 \$ CAN/\$ US pour 2020 et de 1,30 \$ CAN/\$ US pour 2019.

iii. Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2020, environ 18 % (15 % en 2019) de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2020, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 4 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 3 M\$).

La Société détient des swaps de taux d'intérêt par l'intermédiaire de RDM et de Greenpac. Les swaps de RDM fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 39 M€ et viennent à échéance entre 2021 et 2024. Les swaps de Greenpac fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 25 M\$ US et viennent à échéance en 2021. Certains de ces swaps ont un montant nominal décroissant pour correspondre au niveau d'endettement prévu. La juste valeur de ces swaps est de 2 M\$ au 31 décembre 2020 (31 décembre 2019 — 3 M\$).

iv. Perte (gain) sur instruments financiers dérivés est le suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	(2)

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances. Une correction de valeur pour pertes sur créances est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué en considérant l'historique de recouvrement pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la correction de valeur pour pertes sur créances représente la perte de crédit estimée. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état des résultats consolidés au poste « Frais de vente et d'administration ». Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste correction pour pertes sur créances. Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de cessions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur. Il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2020.

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2020 et 2019 :

2020						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	12	12	12	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	861	861	861	—	—	—
Prêt à terme	210	232	11	11	210	—
Billets subordonnés non garantis	1 384	1 888	73	73	393	1 349
Obligations locatives de filiales	167	212	43	32	60	77
Autres emprunts de filiales	39	42	17	6	12	7
Obligations locatives sans recours contre la Société	35	36	12	6	10	8
Autres emprunts sans recours contre la Société	217	225	34	36	153	2
Passifs d'instruments financiers dérivés	15	15	9	—	6	—
	2 940	3 523	1 072	164	844	1 443
2019						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	11	11	11	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	792	792	792	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	123	139	5	5	129	—
Prêt à terme	221	279	15	15	46	203
Billets subordonnés non garantis	1 280	1 739	68	68	449	1 154
Obligations locatives de filiales	153	207	36	31	56	84
Autres emprunts de filiales	39	40	8	8	22	2
Obligations locatives sans recours contre la Société	35	37	12	10	9	6
Autres emprunts sans recours contre la Société	272	275	32	187	55	1
Passifs d'instruments financiers dérivés	13	13	8	2	3	—
	2 939	3 532	987	326	769	1 450

Au 31 décembre 2020, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 901 M\$ (794 M\$ au 31 décembre 2019), déduction faite des lettres de crédit de 22 M\$ (27 M\$ au 31 décembre 2019).

D. AUTRE RISQUE

AFFACTURAGE DE COMPTES DÉBITEURS

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, comptabilise le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les « Frais de financement ». Au 31 décembre 2020, l'impact hors bilan d'affacturage des comptes débiteurs s'établissait à 56 M\$ (36 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décidait de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société a conclu un accord de couverture de la volatilité du cours de l'action liée à ses régimes d'unités d'actions différées et d'unités d'actions liées au rendement. Au 31 décembre 2020, le montant notionnel de l'accord était de 566 000 actions au prix de 14,60 \$ (31 décembre 2019, le montant notionnel de l'accord était de 566 000 actions au prix de 12,44 \$). La juste valeur au 31 décembre 2020 représentait un passif de moins de un million de dollar (un passif de 1 M\$ au 31 décembre 2019).

NOTE 17

AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Avantages du personnel	18	189	179
Contrepartie à payer pour l'achat de la participation de la CDPQ dans Greenpac	8	—	120
Autres	21	29	28
		218	327
Moins : Partie à court terme		(16)	(129)
		202	198

Au 31 décembre 2020, le solde de la ligne « Autres » comprend un montant de 5 M\$ (au 31 décembre 2019 - 3 M\$) relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

Au 31 décembre 2019, le solde de la ligne « Autres » comprend un montant de 13 M\$ représentant la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acheter une participation pouvant aller jusqu'à 10% dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island. White Birch a avisé la Société qu'elle n'exercerait pas l'option et la responsabilité s'est éteinte. En renversant ce passif, la Société a comptabilisé un gain de 13 M\$ aux résultats consolidés sur la ligne « Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs ».

En novembre 2019, la Société a exercé son option d'achat et a racheté la participation de 20,20 % de la CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec) dans Greenpac pour une contrepartie de 121 M\$. La contrepartie a été payée le 3 janvier 2020.

NOTE 18

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et des sections des états financiers consolidés dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Obligations inscrites au bilan consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	18 A	69	47
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	105	103
Passifs nets à long terme inscrits au bilan consolidé		174	150
Charges comptabilisées dans les résultats consolidés au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées		8	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées		33	29
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		5	6
		46	42
Autres éléments du résultat global consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	18 A	19	(5)
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	3	8
		22	3

A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des REER collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une indexation en fonction de l'inflation.

La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles.

Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays. La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour l'aider à gérer les régimes.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite au titre des prestations déterminées se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019	480	(445)	35	20	55
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	17	(16)	1	1	2
Incidence sur le résultat net consolidé	22	(16)	6	1	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	(35)	(35)	—	(35)
Pertes découlant des changements dans les hypothèses financières	42	—	42	—	42
Pertes liées à l'expérience	1	—	1	—	1
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	(13)	(13)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	43	(35)	8	(13)	(5)
Écarts de conversion	(2)	—	(2)	—	(2)
Cotisations					
Employeurs	—	(8)	(8)	—	(8)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(31)	31	—	—	—
Au 31 décembre 2019	513	(474)	39	8	47
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	15	(13)	2	—	2
Fermeture d'entreprises	1	—	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	21	(13)	8	—	8
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	(28)	(28)	—	(28)
Perte découlant des changements dans les hypothèses démographiques	2	—	2	—	2
Pertes découlant des changements dans les hypothèses financières	38	—	38	—	38
Pertes liées à l'expérience	2	—	2	—	2
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	5	5
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	42	(28)	14	5	19
Écarts de conversion	2	—	2	—	2
Cotisations					
Employeurs	—	(7)	(7)	—	(7)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(28)	28	—	—	—
Au 31 décembre 2020	551	(495)	56	13	69

Le tableau qui suit présente une répartition par pays de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	469	10	—	479
Juste valeur des actifs des régimes	488	7	—	495
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(19)	3	—	(16)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	13	—	—	13
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	36	—	36	72
Passifs inscrits au bilan consolidé	30	3	36	69

	2019			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	436	10	—	446
Juste valeur des actifs des régimes	467	7	—	474
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(31)	3	—	(28)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	8	—	—	8
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	36	—	31	67
Passifs inscrits au bilan consolidé	13	3	31	47

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2020			2019		
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE
Taux d'actualisation obligation (fin de période)	2,50 %	2,00 %	0,50 %	3,10 %	2,90 %	0,90 %
Taux d'actualisation obligation (début de période)	3,10 %	2,90 %	0,90 %	3,80 %	3,90 %	1,90 %
Taux d'actualisation (coût des services rendus)	2,70 %	2,00 %	0,50 %	3,20 %	2,90 %	0,90 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 2,00 % et 2,50 %	s.o.	s.o.	Entre 2,25 % et 2,75 %	s.o.	s.o.
Taux d'inflation	2,00 %	s.o.	1,50 %	2,25 %	s.o.	1,75 %

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens, qui représentent 92 % de l'ensemble des régimes :

	2020	2019
Départ à la retraite à la date de clôture		
Homme	21,9	21,8
Femme	24,3	24,2
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	22,9	22,9
Femme	25,2	25,2

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation canadienne au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(3,00) %	3,20 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,40 %	(0,30) %
	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE		
Espérance de vie	3,00 %		

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

					2020
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5	1,0 %
Obligations					
Obligations canadiennes	55	42	—	97	19,6 %
Actions					
Actions canadiennes	29	—	—	29	
Actions étrangères	5	—	—	5	
	34	—	—	34	6,9 %
Fonds communs					
Fonds communs d'obligations étrangères	—	7	—	7	
Fonds communs d'actions canadiennes	8	1	—	9	
Fonds communs d'actions étrangères	—	50	—	50	
Fonds communs de placements alternatifs	—	25	—	25	
	8	83	—	91	18,4 %
Autres					
Rentes assurées	—	268	—	268	
	—	268	—	268	54,1 %
	102	393	—	495	

					2019
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	4	—	—	4	0,8 %
Obligations					
Obligations canadiennes	84	51	—	135	28,5 %
Actions					
Actions canadiennes	28	—	—	28	
Actions étrangères	5	—	—	5	
	33	—	—	33	7,0 %
Fonds communs					
Fonds du marché monétaire	—	1	—	1	
Fonds communs d'obligations étrangères	—	7	—	7	
Fonds communs d'actions canadiennes	7	1	—	8	
Fonds communs d'actions étrangères	—	42	—	42	
Fonds communs de placements alternatifs	—	25	—	25	
	7	76	—	83	17,5 %
Autres					
Rentes assurées	—	219	—	219	
	—	219	—	219	46,2 %
	128	346	—	474	

Les actifs des régimes de retraite comprennent des actions de la Société pour un montant inférieur à 1 M\$. Ces actions ont été achetées par l'un des gestionnaires du régime. La Société a souscrit des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 268 M\$ pour s'acquitter des paiements futurs.

B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie, ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majeure partie des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé ont été déterminés, par pays, comme suit :

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	79	4	22	105
Passifs inscrits au bilan consolidé	79	4	22	105

	2019			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	77	4	22	103
Passifs inscrits au bilan consolidé	77	4	22	103

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019	99	—	99
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	3	—	3
Modifications au régime	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	6	—	6
Réévaluations			
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	6	—	6
Pertes (gains) liées à l'expérience	2	—	2
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	8	—	8
Écarts de conversion	(2)	—	(2)
Prestations versées	(8)	—	(8)
Au 31 décembre 2019	103	—	103
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	2	—	2
Variation des avantages postérieurs à l'emploi	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	5	—	5
Réévaluations			
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	4	—	4
Pertes (gains) liées à l'expérience	(1)	—	(1)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	3	—	3
Écarts de conversion	1	—	1
Prestations versées	(7)	—	(7)
Au 31 décembre 2020	105	—	105

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixée à 4,81 % par année en moyenne (4,89 % en 2019).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,30) %	2,50 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,40 %	(0,40) %
Augmentation du coût des soins de santé	1,00 %	1,40 %	(1,30) %
	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE		
Espérance de vie			1,30 %

C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIFS AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

De par ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. La plupart des régimes de la Société détiennent tous des titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

La Société a convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou lorsque le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

Au 31 décembre 2020, 57 % des actifs de régimes étaient investis dans des titres à revenus fixes. Au 31 décembre 2020, la valeur totale des rentes assurées s'élevait à 268 M\$.

Cependant, la Société estime qu'étant donné son expérience et la nature à long terme des passifs des régimes, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficacité. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans leur ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes, et ce, particulièrement pour nos régimes en bonne santé financière qui ont une plus grande pondération en obligations.

Risque d'inflation

Les prestations ne sont pas indexées. Seules les prestations futures de membres actifs se fondent sur les salaires. Par conséquent, ce risque n'est pas significatif.

Espérance de vie

Comme l'essentiel des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation. Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2020, l'excédent net total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 16 M\$ (un excédent de 28 M\$ au 31 décembre 2019). Les cotisations anticipées au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 4 M\$ et seront versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des cotisations nettes approximatives de 4 M\$ en 2021.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 12 ans (11 ans en 2019).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	UN AN	DEUX ANS	ENTRE TROIS ET CINQ ANS	ENTRE SIX ET DIX ANS	TOTAL
Prestations de retraite	29	29	88	679	825
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	6	6	21	92	125
Au 31 décembre 2020	35	35	109	771	950

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2020.

NOTE 19

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a. La charge d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Impôts exigibles	27	21
Impôts différés	18	(2)
	45	19

b. La charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux réel d'imposition diffère de la charge d'impôts basée sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	74	31
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	(3)	(2)
Réévaluation des années antérieures	(5)	3
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires	(1)	—
Écarts permanents	(12)	(3)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital	(8)	(11)
Variations des écarts temporaires	—	3
Autres	—	(2)
	(29)	(12)
Charge d'impôts sur les résultats	45	19

Le taux moyen pondéré d'impôts était de 25,35 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (25,5 % en 2019).

c. La charge (le recouvrement) d'impôts lié aux autres éléments du résultat global consolidé s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Conversion des devises liées aux activités de couverture	2	(1)
Perte actuarielle sur les obligations postérieures à l'emploi	(6)	(1)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	(4)	(2)

d. L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de douze mois	331	312
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de douze mois	371	357
	(40)	(45)

En tenant compte de la compensation des soldes dans une même juridiction fiscale, le passif d'impôt différé net est de 40 M\$. Ce montant est présenté au bilan consolidé dans les « Actifs d'impôt différé » pour un montant de 170 M\$ et dans les « Passifs d'impôt différé » pour un montant de 210 M\$.

e. La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Solde au début de l'exercice		(45)	(67)
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		(18)	2
Variation des crédits d'impôt, après déduction des impôts y afférents		15	11
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global consolidé		4	2
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	—	(8)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	8
Adoption de IFRS 16		—	3
Autres		2	(2)
Écarts de conversion		2	6
Solde à la fin de l'exercice		(40)	(45)

f. Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS	CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019		105	27	5	42	2	—	47	228
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		27	1	5	(1)	7	28	(2)	65
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	11	—	—	—	11
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	(1)	—	—	—	5	—	4
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	—	—	—	—	—	(6)	—	(6)
Acquisition de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	—	—	(1)	9	—	8
Adoption de IFRS 16		—	—	—	—	—	3	—	3
Autres		—	—	—	—	—	(1)	—	(1)
Au 31 décembre 2019		132	27	10	52	8	38	45	312
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		6	3	—	(2)	(8)	—	(4)	(5)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	15	—	—	—	15
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	6	—	—	—	—	—	6
Autres		—	—	—	—	—	—	1	1
Écarts de conversion		2	—	—	—	—	—	—	2
Au 31 décembre 2020		140	36	10	65	—	38	42	331

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	PERTE DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME	ACTIFS INCORPORELS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
							Ajusté, Note 5
Au 1^{er} janvier 2019		220	2	56	16	1	295
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		71	(2)	(7)	1	—	63
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	2	—	—	—	2
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	2	—	—	—	—	2
Autres		—	—	—	—	1	1
Écarts de conversion		(6)	—	—	—	—	(6)
Au 31 décembre 2019 (Ajusté, Note 5)		287	2	49	17	2	357
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		25	4	(14)	(1)	(1)	13
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	2	—	—	—	2
Autres		—	—	—	—	(1)	(1)
Au 31 décembre 2020		312	8	35	16	—	371

g. La Société a cumulé des pertes fiscales constatées totalisant environ 557 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 140 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par l'intermédiaire de revenu imposable futur est probable.

NOTE 20

CAPITAL-ACTIONS

A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(384)	(155)
Emprunts et avances bancaires	12	11
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	2 051	2 107
	1 679	1 963
Capitaux propres totaux	1 957	1 669
Capitaux totaux	3 636	3 632

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25 x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne, mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-exploitation et des autres obligations à payer (1 773 M\$ en 2020; 1 782 M\$ en 2019). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour ajouter l'effet de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) par les frais de financement. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des frais de financement, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (507 M\$ en 2020; 398 M\$ en 2019). Sont exclus du bénéfice net, la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les frais de financement sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis datée du 26 novembre 2019.

Au 31 décembre 2020, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 47,47 % et le ratio de couverture des intérêts était de 5,47 x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour contracter de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis de la Société datée du 26 novembre 2019.

Historiquement, la Société investit entre 150 M\$ et 250 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles, en excluant les projets majeurs stratégiques. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvées par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent sa compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et aux procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés non garantis, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2020		2019	
	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	94 245 295	491	94 163 515	490
Actions ordinaires émises lors d'un appel public	7 441 000	125	—	—
Actions ordinaires émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées	1 225 489	10	1 048 434	6
Rachat d'actions ordinaires	(635 554)	(4)	(966 654)	(5)
Solde à la fin de l'exercice	102 276 230	622	94 245 295	491

C. RACHAT D'ACTIONS ORDINAIRES

En 2020, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions ordinaires pour un maximum de 1 886 220 actions ordinaires auprès de la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 2 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 19 mars 2020 au 18 mars 2021. En 2020, la Société a racheté 635 554 actions ordinaires pour un montant de 8 M\$ dans le cadre de ce programme (966 654 actions ordinaires pour un montant de 9 M\$ en 2019).

D. ÉMISSION D'ACTIONS ORDINAIRES

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de 16,80 \$ pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

La Société a émis 1 225 489 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options pour un montant de 7 M\$ (5 M\$ en 2019 pour 1 048 434 actions ordinaires émises).

E. BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice net de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Bénéfice net disponible pour les actionnaires (en millions de dollars canadiens)	198	72
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	96	94
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	97	96
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	2,04 \$	0,77 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	2,02 \$	0,75 \$

Au 31 décembre 2020, aucune option d'achat n'a été exclue en raison de son effet antidilutif (2019 — 543 676). Au 24 février 2021, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire depuis le début de l'exercice.

F. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE SE DÉTAILLENT COMME SUIVANT :

	2020	2019
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,32 \$	0,24 \$

NOTE 21

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

A. OPTIONS

Selon les termes d'un régime de rémunération à base d'actions pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, un solde de 1 558 724 actions ordinaires est spécifiquement réservé pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date de son octroi. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les douze mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnels tous les douze mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Les options exercées sont réglées en actions. Le coût de la rémunération à base d'actions lié à ces options s'élevait à 1 M\$ en 2020 (1 M\$ en 2019).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2020 et 2019 se détaillent comme suit :

	2020		2019	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)
Solde au début de l'exercice	3 476 296	7,24	4 409 358	6,45
Octroyées	184 193	13,95	200 354	11,97
Exercées	(1 225 489)	5,89	(1 048 434)	4,43
Annulées	(1 910)	12,39	(84 982)	11,96
Solde à la fin de l'exercice	2 433 090	8,42	3 476 296	7,24
Options acquises - à la fin de l'exercice	1 981 675	7,36	3 005 435	6,46

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 13,20 \$ (11,25 \$ en 2019).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2020 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS ACQUISES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	
2011	199 984	6,26	199 984	6,26	2021
2012	365 879	4,46	365 879	4,46	2022
2013	304 203	5,18	304 203	5,18	2022 - 2023
2014	300 030	6,10	300 030	6,10	2022 - 2024
2015	291 095	7,66	291 095	7,66	2022 - 2025
2016	246 592	9,75	246 592	9,75	2022 - 2026
2017	199 652	14,28	150 937	14,28	2021 - 2027
2018	150 342	12,39	75 111	12,39	2022 - 2028
2019	191 528	11,97	47 844	11,97	2022 - 2029
2020	183 785	13,95	—	—	2030
	2 433 090		1 981 675		

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des six dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 4,01 \$ (2019 — 3,17 \$) à la date d'octroi de chaque option émise aux employés :

	2020	2019
Prix de l'action à la date d'octroi	14,13 \$	12,03 \$
Prix d'exercice	13,95 \$	11,97 \$
Taux d'intérêt sans risque	0,50 %	1,50 %
Taux de dividende prévu	2,26 %	2,66 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	37 %	35 %

B. RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS

La Société offre à ses employés canadiens un régime d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société cotisera au régime à raison de 25 % de la cotisation de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la participation de la Société au régime s'élevait à 1 M\$ (1 M\$ en 2019).

C. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant partie de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquièrent sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2020, la Société avait émis un total de 626 324 UAR (573 372 UAR en 2019), pour une juste valeur de 3 M\$ (moins de 1 M\$ en 2019). En 2020, la Société a payé moins de 1 M\$ pour les UAR (nul en 2019).

D. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes, dirigeants et employés clés leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration ou quittent la Société, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2020, la Société avait un total de 684 454 UAD en circulation (607 193 UAD en 2019), représentant un passif de 12 M\$ (9 M\$ en 2019). En 2020, la Société a payé 2 M\$ pour les UAD (nul en 2019). Au 15 janvier 2021, la Société a émis 62 457 UAD.

NOTE 22

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	ÉCARTS DE CONVERSION	VARIATION NETTE DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL
Exercice terminé le 31 décembre 2019			
Montant net au début	2	—	2
Autres éléments du résultat global	(17)	(2)	(19)
Montant net à la fin	(15)	(2)	(17)
Exercice terminé le 31 décembre 2020			
Montant net au début	(15)	(2)	(17)
Autres éléments du résultat global	(13)	2	(11)
Montant net à la fin	(28)	—	(28)

NOTE 23

COÛT DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Matières premières	1 754	1 682
Salaires et avantages	831	812
Énergie	298	327
Livraison	533	525
Amortissement	299	289
Autres	606	597
	4 321	4 232

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Salaires et avantages	349	332
Technologies de l'information	26	34
Publicité et marketing	15	15
Autres	70	72
	460	453

NOTE 24

CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Salaires et avantages	23	1 180	1 144
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	21 A	1	1
Régimes de retraite à prestations déterminées	18	8	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées	18	33	29
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18	5	6
		1 227	1 187

En 2020, la Société a reçu 3 M\$ du programme d'aide « Subventions salariales d'urgence du Canada », qui ont été comptabilisés dans les « Salaires et avantages ».

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour leurs services est présentée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Salaires et autres avantages à court terme	14	11
Avantages postérieurs à l'emploi	2	1
Paiements fondés sur des actions	7	5
	23	17

NOTE 25

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2020							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Gain sur cession d'une participation	—	—	(3)	(3)	—	—	(3)
Gain sur cession d'actifs	(45)	—	—	(45)	(2)	—	(47)
Provisions environnementales	—	—	5	5	2	—	7
	(45)	—	2	(43)	—	—	(43)

							2019		
							Ajusté, Note 5		
PRODUITS D'EMBALLAGE							PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL				
Perte (gain) sur acquisition d'entreprises et cession et frais de transaction afférents	5	—	—	1	1	(25)	9	(15)	
Gain sur reprise de passif et gain sur règlement de litige		(10)	—	—	(10)	—	(5)	(15)	
Perte sur cession d'actifs		2	—	—	2	—	—	2	
Provisions environnementales		—	—	—	—	—	4	4	
		(8)	—	1	(7)	(25)	8	(24)	

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 40 M\$ provenant de la vente d'un bâtiment et du terrain de son usine d'emballage carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicomis relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des produits spécialisés a comptabilisé des provisions environnementales de 5 M\$ liées à des usines au Canada qui ont été fermées ces dernières années.

Le secteur des produits spécialisés a également enregistré un gain de 3 M\$ à la vente d'un placement en actions d'une entreprise associée non stratégique.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 2 M\$ sur la vente d'actifs d'une usine fermée et une provision environnementale de 2 M\$ liée aux usines fermées aux États-Unis.

2019

Le locataire de nos installations situées à Bear Island, en Virginie, a mis fin au bail. Ainsi, le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 10 M\$ à la suite du renversement de passifs relatifs au contrat d'incitatifs à la location et à des sommes prévues pour l'entretien du site. À la suite de la résiliation du contrat de location, le secteur a comptabilisé une perte de 4 M\$ sur la cession d'équipements de papier journal qui ne sont plus nécessaires.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 2 M\$ provenant de la vente du bâtiment et du terrain d'une usine fermée.

Le secteur des produits spécialisés a conclu la vente de son usine située en France qui est un convertisseur d'emballage en carton destiné à l'industrie du papier, et a enregistré une perte de 1 M\$. Voir la Note 5 pour plus de détails.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 25 M\$ dans le cadre de l'acquisition des activités d'Orchids Paper Products Company. Les activités corporatives ont engagé des frais de transaction de 9 M\$ dans le cadre de l'acquisition d'Orchids. Voir la Note 5 pour plus de détails.

Une provision environnementale de 4 M\$ liée à une usine vendue et pour laquelle la Société a conservé une responsabilité environnementale a été enregistrée par les activités corporatives.

Les activités corporatives ont enregistré un gain de 5 M\$ à la suite du règlement d'un litige en lien avec une inondation survenue il y a plusieurs années dans notre usine de papiers fins de St-Jérôme, Québec, au Canada, qui a été vendue depuis.

NOTE 26

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

A. BAISSE DE VALEUR DES PIÈCES DE RECHANGE ET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La Société a enregistré des baisses de valeur totalisant 39 M\$ en 2020 et 69 M\$ en 2019. La valeur recouvrable des UGT a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente basée sur la méthode du revenu, à l'exception de certaines situations indiquées ci-dessous. Le niveau 2 est utilisé pour mesurer la juste valeur. Les baisses de valeur se détaillent comme suit :

							2020
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Pièces de rechange	—	—	—	—	12	—	12
Immobilisations corporelles	6	9	—	15	11	1	27
	6	9	—	15	23	1	39

							2019
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Pièces de rechange	—	—	1	1	2	—	3
Immobilisations corporelles	5	13	—	18	33	—	51
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie limitée	—	1	—	1	—	14	15
	5	14	1	20	35	14	69

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 6 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur de 9 M\$ sur certains actifs, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 13 M\$ sur les actifs de certaines usines, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable à la suite de la situation économique actuelle et d'une baisse de la demande dans le sous-secteur des produits hors foyer qui souffrent des répercussions de la pandémie de la COVID-19.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ liée à des actifs d'énergie renouvelable.

2019

À la suite de la résiliation du contrat de location de notre installation de Bear Island, décrite à la Note 25, le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 5 M\$ sur certains actifs qui ne seront pas utilisés dans le futur.

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur 13 M\$ sur les actifs de son usine de La Rochette, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. Des inefficacités de production durables ont conduit à une rentabilité insuffisante pour soutenir la valeur comptable des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur certains équipements de son usine de fabrication d'endos de couvre-plancher située à Trois-Rivières, Québec, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 5 M\$ sur des actifs inutilisés à la suite de la révision de leur valeur recouvrable basée sur le prix de vente estimé.

À la suite de la révision de la valeur recouvrable sur certains équipements et sur des pièces de rechange des installations de conversion d'Arizona et de Waterford, aux États-Unis, le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 7 M\$. Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 23 M\$ sur les actifs des installations de conversion de Waterford, situé à New York, aux États-Unis et de Kingman, situé en Arizona, aux États-Unis, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. Des inefficacités de production durables ont conduit à une rentabilité insuffisante pour soutenir la valeur comptable des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée se présente comme suit :

- L'écart d'acquisition de 472 M\$ du secteur de l'emballage carton-caisse est affecté à ce secteur.
- L'écart d'acquisition du secteur des produits spécialisés est affecté aux sous-secteurs des partitions pour un montant de 3 M\$.
- L'écart d'acquisition de 36 M\$ du secteur des papiers tissu est affecté à ce secteur.
- L'écart d'acquisition de 7 M\$ du secteur carton plat Europe est affecté à ce secteur.
- Les droits d'eau de 4 M\$ sont affectés au secteur carton plat Europe.

Annuellement, la Société doit effectuer un test de baisse de valeur pour tous ses écarts d'acquisition. Le calcul détaillé le plus récent d'une période précédente peut être utilisé lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- les actifs et les passifs composant l'unité n'ont pas changé de façon significative depuis le dernier calcul de la valeur recouvrable;
- le dernier calcul de la valeur recouvrable a donné lieu à un montant qui a dépassé la valeur comptable de l'unité par une marge substantielle; et
- sur la base de l'analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont changé depuis le plus récent calcul de la valeur recouvrable, la probabilité qu'une détermination de la valeur recouvrable actuelle soit inférieure à la valeur comptable actuelle de l'unité est faible.

Les trois conditions étaient remplies pour le secteur de l'emballage carton-caisse et pour le secteur des papiers tissu.

2019

Le secteur plat Europe a enregistré une baisse de valeur de 1 \$ million sur les actifs incorporels.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 14 M\$ sur les écarts d'acquisition et sur les autres actifs incorporels des activités de récupération et de recyclage. Leur valeur recouvrable a été établie sur la juste valeur marchande des immobilisations corporelles.

C. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Les frais de restructuration se détaillent comme suit :

2020							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Frais de restructuration	4	—	—	4	7	2	13

2019							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Frais de restructuration	1	—	1	2	7	—	9

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ suite à l'annonce de la fermeture de son usine de conversion d'Etobicoke, en Ontario, au Canada, qui devrait fermer définitivement au plus tard le 31 août 2021.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré un gain de 2 M\$ lié au renversement d'une provision reliée à une usine vendue les années précédentes.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration totalisant 4 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ découlant de l'annonce de la fermeture des usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie et de Waterford, situé à New York, aux États-Unis.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration totalisant 2 M\$ dans le cadre d'un plan d'amélioration de la rentabilité.

2019

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration s'élevant à 1 M\$ découlant de changements dans l'équipe de direction de certaines usines.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré des frais de restructuration s'élevant à 1 M\$ découlant de la fermeture de son usine de fabrication d'endos de couvre-plancher située à Trois-Rivières, Québec, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a engagé 5 M\$ de frais de restructuration liés à la fermeture prochaine de deux machines à papier tissu en Ontario, au Canada, et à des changements dans la haute direction du secteur. De plus, des frais de restructuration de 2 M\$ liés à la fermeture des installations de conversion d'Arizona et de Waterford, aux États-Unis, ont été enregistrés. Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020.

NOTE 27

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Comptes débiteurs	(51)	76
Impôts débiteurs	10	(3)
Stocks	30	3
Comptes créditeurs et charges à payer	50	(19)
Impôts créditeurs	(19)	2
	20	59

B. FRAIS DE FINANCEMENT ET CHARGE (PRODUIT) D'INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL ET AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Intérêts sur la dette à long terme (incluant les intérêts sur les contrats de location)	14(b)	95	91
Revenus d'intérêts		(1)	(1)
Amortissement des frais financiers		4	4
Autres intérêts et frais bancaires		7	7
Charge d'intérêts sur avantages du personnel		4	6
Charge (produit) d'intérêts sur autres passifs		(11)	36
		98	143

Charge (produit) d'intérêts sur autres passifs

En 2020, la Société a comptabilisé un gain non réalisé de 13 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 1 M\$ en 2019, sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island, parce qu'elle n'a pas été exercée.

En 2020, la Société a également comptabilisé une perte non réalisée de 2 M\$ relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

En 2019, la charge s'explique principalement par la réévaluation de la juste valeur enregistrée comptabilisée sur l'option de vente de la CDPQ sur son investissement dans Greenpac, s'élevant à 35 M\$ en raison de l'amélioration de la performance financière de Greenpac au cours de l'année.

C. TOTAL DE LA DETTE NETTE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	EMPRUNTS ET AVANCES BANCAIRES	DETTE À LONG TERME	DETTE NETTE
Au 1^{er} janvier 2019		(123)	16	1 876	1 769
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(41)	—	—	(41)
Emprunts et avances bancaires		—	(5)	—	(5)
Évolution des crédits bancaires		—	—	39	39
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais de financement	13	—	—	1 026	1 026
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(776)	(776)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	6	6
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(125)	(125)
Variations non monétaires					
Adoption de IFRS 16		—	—	99	99
Cession d'entreprise	5	—	—	(6)	(6)
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(43)	(43)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts		—	—	50	50
Amortissement des frais de financement		—	—	4	4
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	3	3
Autres		—	—	2	2
Écarts de conversion		9	—	(48)	(39)
Au 31 décembre 2019		(155)	11	2 107	1 963
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(228)	—	—	(228)
Emprunts et avances bancaires		—	1	—	1
Évolution des crédits bancaires		—	—	(131)	(131)
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais de financement	13	—	—	409	409
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(264)	(264)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	33	33
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(156)	(156)
Variations non monétaires					
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(17)	(17)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts		—	—	65	65
Dispositions d'actifs au titre du droit d'utilisation		—	—	(3)	(3)
Amortissement des frais de financement		—	—	3	3
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	2	2
Autres		—	—	7	7
Écarts de conversion		(1)	—	(4)	(5)
Au 31 décembre 2020		(384)	12	2 051	1 679

NOTE 28 ENGAGEMENTS

Les dépenses en immobilisations corporelles, en actifs incorporels et en contrats de service qui sont contractées à la fin de l'exercice, mais non encourues, sont présentées dans le tableau suivant :

	2020			2019		
(en millions de dollars canadiens)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS
Moins d'un an	50	8	17	48	9	4
Plus d'un an mais moins de cinq ans	2	1	10	—	3	6
Plus de cinq ans	—	—	1	—	—	2
	52	9	28	48	12	12

Vous voyez des résultats impressionnants. Nous voyons un engagement inébranlable.

Accords préliminaires pour l'acquisition

Le 30 septembre 2020, le secteur carton plat Europe, par le biais de sa participation dans Reno de Medici SpA, a annoncé avoir signé quatre accords préliminaires pour l'acquisition de 100 % du capital social de Papelera del Principado SA (« Paprinsa ») et trois sociétés attenantes plus petites, en Espagne. Les accords portent sur l'acquisition de l'un des principaux acteurs européens de l'industrie du carton aggloméré couché pour un prix basé sur la valeur d'entreprise pouvant varier entre 27 M€ (42 M\$) et 33 M€ (51 M\$). La transaction devrait être conclue au premier trimestre 2021.

NOTE 29

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu les opérations suivantes avec des parties liées :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ENTREPRISES ASSOCIÉES
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020		
Ventes aux parties liées	191	74
Achats auprès des parties liées	34	50
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019		
Ventes aux parties liées	176	72
Achats auprès des parties liées	32	55

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Les soldes suivants étaient en cours à la date de clôture :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	10	8
Entreprises associées	23	19
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	5	3
Entreprises associées	3	1

Les comptes débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les comptes débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provision contre les comptes débiteurs provenant des parties liées. Les comptes créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.

NOTE 30

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 15 février 2021, Reno de Medici SpA, une filiale de la Société du secteur carton plat Europe, a annoncé la signature d'une option de vente de sa filiale française, qui produit des cartons à partir de fibres vierges. La transaction devrait se conclure à la fin du deuxième trimestre de 2021 et la valeur totale de l'entreprise est fixée à 29 M€ (45 M\$). La transaction n'entraînera pas de gain ou de perte significatif lors de la cession et entraînera l'abandon des activités.